

Renaissance de l'Allemagne (11)

Le cabinet Brüning

L'année 1932 sera toujours considérée comme l'un des tournants les plus importants de l'histoire allemande. C'est en effet une année pleine d'événements saisissants, de grandes tensions et de puissantes controverses. La courbe de la vie allemande semble à son point le plus bas ; on est à bout dans tous les domaines. Un véritable crépuscule des dieux s'étend sur le parlement et sur les partis, présage de toutes sortes de calamités. On réalise enfin qu'un vent nouveau souffle sur le peuple. Les hommes de parti, troublés par le grondement des combats d'un peuple irrité, se réveillent enfin de leur profond sommeil parlementaire. Les événements politiques décisifs se succèdent rapidement. Une élection en suit une autre, une avalanche de meetings roule sans interruption sur le pays.

Le NSDAP attaquant d'un côté avec passion fouette et réveille les masses ; les communistes attaquant de l'autre côté avec la même passion résistent désespérément. Les autres partis, rouges ou noirs, de la classe moyenne, défendent depuis longtemps des positions sans espoir.

Les messieurs qui gouvernaient s'effrayèrent.

Mais il est reconnu que la peur rend bête, et cela devient visible aux proclamations du gouvernement dont chacune surpasse en bêtise la précédente. On croit encore avec de ridicules mesures d'interdiction pouvoir enrayer le puissant mouvement national-socialiste qui groupe des millions d'hommes. Le socialisme se trouve bien contre nous dans la campagne, mais il y a au premier rang les politiciens de la classe moyenne.

Ce sont maintenant Brüning et Gröner qui combattent le plus violemment contre le mouvement de la liberté.

L'ascète monastique, étranger au monde, le savant infiniment vaniteux, Brüning, et le général Gröner, démocrate en chapeau mou, se surpassent mutuellement dans leur haine contre le national-socialisme. Tous deux sont des mécontents, des politiciens froissés dans leurs mesquines ambitions ; ils ne connaissent rien, absolument rien, au bien-être du peuple et au drame qu'ils croient diriger, où ils sont en réalité des marionnettes. Nous assistons au spectacle du plus répugnant désaccord.

Mais tous les partis, si différents dans les questions positives, se soutiennent fortement sur les points négatifs par une peur panique du national-socialisme. Ceux qui se disputaient à l'instant même sur les appointements des fonctionnaires et l'augmentation des tarifs douaniers ou des impôts sur les chiens ne forment plus qu'un seul front de défense dès qu'il s'agit de maintenir Hitler loin du pouvoir.

C'est ainsi que les scènes se succèdent sur le théâtre politique.

Le cabinet Brüning n° 1 tombe, on présente quelques semaines plus tard avec quelques changements le cabinet Brüning n° 2. Qui, parmi ces messieurs, soupçonne à cette époque l'immense déception populaire ?

À la démission du premier cabinet Brüning, le peuple n'a plus qu'un espoir, celui de voir enfin son défenseur, Hitler, prendre le pouvoir.

L'espoir est déçu.

Mais le bateau de Brüning, au bout de quelques semaines, sombre définitivement.

L'espérance se ranime.

Les courriers font de nouveau la navette du palais de la présidence à l'Hôtel Kaiserhof (1).

Le palais de la Chancellerie constitue le pôle négatif, et le Kaiserhof le pôle positif du système politique à haute tension. La décharge se produit le 13 août 1932, anéantissant de nouveau l'espoir de millions d'Allemands, les meilleurs. La tourmente, la détresse et la honte ne sont pas encore à leur fin. Mais le grondement du tonnerre est, après ces éclairs, plus puissant que les précédents. Les fondations s'ébranlent jusqu'en leurs profondeurs, et seule la volonté de fer d'Adolf Hitler empêche l'orage politique de se déchaîner en tempête de guerre civile.

Le temps n'est pas encore venu pour Adolf Hitler.

Nous savons aujourd'hui que le mois d'août 1932 devait être, il nous faut même en remercier la providence. Que serait-il arrivé, en effet, si Hitler, acceptant les conditions posées, était entré dans le cabinet von Papen comme vice-chancelier ?

L'idée, pour ce gouvernement, de faire d'Adolf Hitler un vice-chancelier, démontrait son manque complet de compréhension psychologique. L'offre était purement et simplement une farce politique. On pouvait offrir à Hitler n'importe quoi ; ses qualités le rendaient apte à occuper n'importe quel position, mais toujours et uniquement comme chef, comme premier homme. Le préfixe « vice » devant le nom d'Hitler était considéré par ses partisans comme inadmissible, et même comme une insulte. Le seul homme qui fût appelé par la destinée à sauver l'Allemagne avait subitement à accepter une position purement représentative, où il pouvait tout au plus mener un de ces habituels combats parlementaires et défendre comme orateur les péchés politiques des députés de la classe moyenne.

Il est nécessaire d'examiner d'abord, ici, les intentions d'un gouvernement de classe moyenne, disposé à prendre Adolf Hitler en son sein comme vice-chancelier. On pensait par-là obtenir deux choses : d'abord réduire au silence l'opposition tranchante et gênante des nationaux-socialistes, ensuite priver le national-socialisme de sa force politique, l'amener et l'écraser graduellement dans l'engrenage parlementaire.

Hitler aurait eu à supporter la responsabilité de l'incapacité et de la faiblesse politique de chaque cabinet de classe moyenne sans avoir la moindre influence sur ses directives. La catastrophe aurait bientôt suivi, car il eût fatalement perdu par-là la confiance de ses partisans ou il aurait dû démissionner au bout de quelques semaines. Le monde entier, alors, et, en Allemagne, tous les partis politiques se seraient réjouis et auraient déclaré : « Voyez ce qu'est le Führer du national-socialisme. En prenant comme homme d'État ses responsabilités, il n'a su démontrer qu'une chose: qu'Adolf Hitler est possible dans une opposition stérile, mais impossible dans l'action reconstructive. Quelques semaines de gouvernement ont démontré que le national-socialisme ne peut, non plus, se rendre maître de la situation. »

Hitler, pourrait-on répliquer, aurait pu imposer sa volonté au cabinet. Nous savons aujourd'hui que c'eût été impossible. Comme par le passé, la Reichswehr aurait été conduite par le général von Schleicher, un homme qui ne fit rien d'autre au cours de sa vie politique que de torpiller et renverser ses prédécesseurs, et qui, plein de haine pour le national-socialisme, se serait fait une joie de détruire le mouvement. D'après le même plan, la police prussienne devait revenir à Gregor Strasser. Monsieur

Strasser était, au fond de lui-même, encore plus opposé que Schleicher à Adolf Hitler, comme il devait le prouver quelques mois plus tard, Il était résolu à s'opposer à Hitler et à l'attaquer.

Il ne restait que la SA comme instrument de puissance.

Nous savons aujourd'hui que jamais ce cabinet de classe moyenne n'aurait toléré que la SA devienne le moindre facteur de puissance politique. Quiconque a vécu le début du gouvernement d'Hitler, surtout dans les cabinets des États, sait qu'on serait tombé ici sur une opposition insurmontable, d'autant plus que le système parlementaire ne devait pas être aboli, bien au contraire. Cette acceptation eût signifié la mort du parti. Il nous était possible de lutter dans l'opposition, à la manière parlementaire, mais jamais Adolf Hitler n'aurait pu prendre la direction du gouvernement selon le système parlementaire.

Il était absolument nécessaire à Hitler de refuser le pouvoir et cette nécessité était absolument prouvée. La tension était extrême dans le peuple. Tous désiraient le pouvoir pour Hitler et le poussaient à le prendre. Il y en eut qui se décourageaient dans nos propres rangs et qui pensèrent qu'Hitler eût mieux fait d'entrer dans le gouvernement. Ils croyaient qu'une tension prolongée n'était plus supportable, que les SA ne devaient pas souffrir plus longtemps les poursuites, le terrorisme et l'oppression. Mais le Führer était mieux informé. Il savait que le moral de ses SA demeurerait toujours tel que le sien propre, aussi résolu ou aussi désespéré. Il connaissait bien ses SA. Passé maître dans le jeu des forces politiques, il entreprit, là aussi, ce qu'il était juste d'entreprendre.

Le 13 août 1932, ce fut pour lui un merveilleux encouragement quand il entendit ce cri toujours renouvelé : « Résiste, Führer ! résiste ! »

Le peuple avec son instinct pur avait justement évalué la situation. Le peuple voulait donner à son Führer tout ou rien. La lutte de 1932 continuait ainsi avec plus d'acharnement, plus vertigineusement s'il était possible. Nous avons mis en garde le chancelier von Papen et lui avons expliqué que nous étions forcés de l'attaquer, non point lui personnellement, mais la position qu'il voulait investir.

Nous ne cessons de lui expliquer qu'il n'y avait le dénouement possible qu'avec Hitler chancelier du Reich.

Il était concevable qu'Hitler devint seul chancelier, sans autres nationaux-socialistes dans le cabinet.

Mais il était inconcevable qu'un homme non national-socialiste fût chancelier, même avec tout un cabinet de nationaux-socialistes. Nous proclamions que quiconque s'opposerait à ce but serait attaqué avec la plus forte passion et que quiconque tirerait l'épée contre le national-socialisme serait écrasé dans un combat passionné.

Hermann Göring, Renaissance de l'Allemagne, Fernand Sorlot, Paris, 1939.

(1) Je dois attirer ici l'attention sur l'excellent ouvrage du chef de la Presse du Reich ; Dr. Dietrich, Avec Hitler au pouvoir.